



Le CSE a pour mission d'assurer l'expression collective des agents permettant de prendre en compte leurs intérêts dans les décisions relatives à la situation économique et financière de PE, l'organisation du travail et aux conditions de travail d'hygiène et de sécurité.

Présent.es SNU : H.Charnoubi, S.Sélaries, C.Gruot, E.Propper, V.Kerlouégan



ODJ CSE : indicateurs, France Travail / XP BRSA, point d'étape POC CRI ODESI, point sur le projet ARU, test démarche qualité, information nouvelle méthode évaluations RPS, point expérimentations sureté, infos RH, retour résultat du BIPE, questions diverses

Présent.es Direction : M.Swieton, O.Ferru, C.Riffard, S.Mauffré



CSE, l'🤔 du SNU

CSE ordinaire du 29 juin 2023



Indicateurs stratégiques

DIRECTION

- Peu de changement au niveau des indicateurs, plutôt à la cible, par rapport au mois dernier.
- Problématique des formations débutées en e-learning non finies qui génèrent une augmentation du taux d'absence en formation.



- ✓ Pour les élus SNU, cette problématique s'explique par le contenu, la temporalité des formations ainsi que par l'infantilisation de la pédagogie de certaines e-formations qui peut générer l'arrêt de celles-ci avant leur terme par les agents.

France Travail et XP BRSA

DIRECTION

- Le projet de loi va être présenté au sénat du 10 au 13 juillet avec l'audition du ministre du travail puis va faire des allers-retours entre les 2 chambres. Le président du CSE pense que le texte final sera très différent du texte initial.



- ✓ Le SNU avait transmis une liste de 96 questions non posées en séance du CSE du 22 mai (pour ne pas jouer les prolongations de la séance) et a demandé quelles étaient les réponses. Nous les attendons toujours car, selon la direction, beaucoup relèvent du texte de loi final.
- ✓ Nous apprenons le régime des sanctions pour les BRSA, par voie de presse, suite à des fuites sur le projet de loi : 100 € pour le 1er manquement, suspension du RSA dès le 2ème manquement.

Présentation de la fin du POC CRI ODESI



- ✓ Dans un dialogue social zen et apaisé 😊, la direction nous présente un test sur un nouvel applicatif censé faciliter la gestion du conseiller en CRI : ODESI
- ✓ Le problème est que les élus du CSE sont mis devant le fait accompli et la seule évaluation de ce nouvel outil est le ressenti des quelques conseillers volontaires.



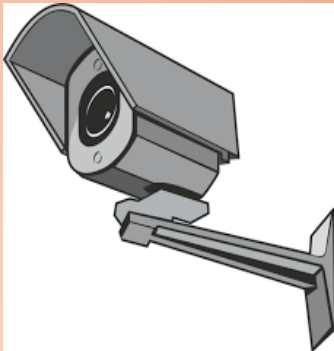
Vous souhaitez plus d'informations ? N'hésitez pas à nous contacter.

Toutes les coordonnées de vos élus SNU-BFC sont [ici](#)



Point d'étape sur l'expérimentation sureté (souriez, vous êtes filmés)

DIRECTION



- En réaction aux agressions de nos collègues au sein des agences du réseau de Pôle emploi, la direction teste un plan sureté basé sur la vidéo protection avec l'ajout de caméras quasiment partout dans l'agence : entrée, espace privé, zone d'accueil, zone de réception en bureau.
- Ces caméras pourront enregistrer des images et du son, en cas d'activation d'alertes de sécurité, le tout accompagné de capteurs volumétriques.
- Les images seront diffusées sur un écran présent en zone d'accueil et visible par les usagers

Pour les élus SNU, ce plan de prévention sureté pose plusieurs problèmes :



1. Est-ce que ce risque a bien été identifié dans les DUERP des agences ?
La direction répond que ce n'est pas le sujet et qu'il ne faut pas confondre le point sureté avec le point sécurité.
2. Est-ce que les images diffusées en zone privée vont être projetées sur l'écran présent en zone d'accueil ? Cela poserait alors un problème de confidentialité.
La direction n'a pas de réponse.
3. Quels sont les garde fous empêchant la vidéo-protection de se transformer en vidéo-surveillance des salariés ?
La direction n'a pas de réponse.

- ✓ De plus, les élus SNU font remarquer à la Direction qu'une fois de plus, ce sont des moyens de prévention tertiaires ¹ qui sont mis en œuvre : c'est-à-dire des moyens qui limitent les conséquences une fois le risque survenu.

En effet, la vidéo peut effectivement constituer un élément dissuasif mais il n'empêchera pas quelqu'un de désespéré de passer à l'acte.

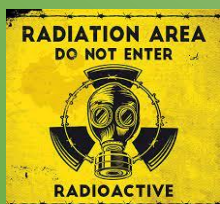
Les moyens de prévention primaire, c'est à dire de supprimer le risque à la source, comme par exemple, donner des outils alertant sur la situation fragile d'une personne et mettre en œuvre un suivi spécifique pour améliorer sa condition, ne sont même pas abordés. Et oui, cela a un coût financier en termes de moyens humains et de construction d'outils de suivi !



Test lié aux évolutions de la démarche qualité à Pôle emploi en lien avec le projet accueil et relations usager (ARU)

DIRECTION

➤ De juillet à novembre 2023, des agences de BFC sélectionnées vont recevoir la visite et les appels de clients mystères, non-inscrits, ou entreprises mystères également non identifiées et vont poser des questions établies à l'avance par IPSOS et les agences concernées.
Les agences recevront ensuite les résultats pour identifier les points forts et les axes d'amélioration.
L'anonymat des conseillers est garanti.



- ✓ Les élus SNU s'interrogent sur le fait que l'on soit en projet de modifications de l'accueil des usagers et que les accueils en question soient audités, sans que des modifications liés au projet ARU soient mises en œuvre .
- ✓ De plus, la pertinence de ces visites mystères se pose dans le sens où les agences et services audités sont prévenus qu'ils auront la visite de clients mystères. Les résultats peuvent être donc faussés et non-productifs.
- ✓ Egalement, comme indiqué dans l'œil du SNU de mai 2023 et pour rappel, les accueils ont été dégradés en terme de moyen humain et d'amplitude horaire > suppression de l'accueil l'après-midi, par la direction de Pôle emploi qui cherche actuellement les moyens de résoudre les problèmes qu'elle a, elle-même créés.



Point sur les résultats du BIPE

- ✓ Les élus SNU alertent sur la forte baisse de l'IQVT pour l'agence de DOLE, en corrélation avec les résultats de l'inspection CSE de ce site faisant état d'une dégradation du climat professionnel en lien avec des risques RPS.
➤ La direction répond que cette agence fait partie des sites identifiés et concernés par le plan d'action « booster ».

Bilan du prestataire social de Pôle emploi BFC : RESPONSAGE

- les élus du CSE alertent sur la baisse des sollicitations, ainsi que la baisse des dossiers secours et demandent des chiffres sur le nombre de recours des acteurs locaux de droit commun
- Un nouvel appel d'offre va être effectué. Le cahier des charges est en train d'être créé par la direction.

1: <https://www.cse-guide.fr/prevention-primaire/#:~:text=Pr%C3%A9vention%20primaire%2C%20secondaire%20et%20tertiaire%20des%20AT%2FMP,-Lorsque%20le%20risque&text=Ce%20sont%20toutes%20les%20proc%C3%A9dures,en%20place%20dans%20l%27entreprise.>

